



J.K. Galbraith, économiste de la paix

Jacques FONTANEL¹

Fanny COULOMB²

Université Pierre Mandès-France (Grenoble)

Résumé / Abstract

Galbraith, en tant qu'économiste de la paix, dénonce le militarisme excessif. Selon lui, le secteur militaire illustre parfaitement le pouvoir des technostructures. Celles-ci sont partiellement autonomes échappant à tout contrôle démocratique. Galbraith a développé une pensée hétérodoxe sur les solutions militaires qui, inspirée des théories keynésienne et marxiste, reste profondément originale. Le pouvoir militaire, dans les pays en développement, mais aussi dans les pays développés, est en contradiction avec la démocratie et le développement économique. Même si les dépenses militaires peuvent influencer positivement l'économie à court terme, à long terme, elles représentent un gaspillage qui entrave le développement économique des régions pauvres et favorise l'émergence de conflits sanglants qui ne profitent qu'à certains. Pour cette raison, Galbraith plaide pour le désarmement et pour la réduction de l'aide militaire aux pays en développement. J.K. Galbraith a toujours incité les économistes à étudier les vrais problèmes de leur époque, y compris la question de la guerre et des dépenses militaires.

J.K. Galbraith, economist of the peace

Galbraith, as economist of the peace, denounces excessive militarism. According to him, the military sector is indeed particularly illustrative of the power of the technostructures which are partially autonomous, escaping all democratic control. Galbraith was led to develop a heterodox thought on military issues, which is profoundly original even if it originates in the Keynesian and Marxist theories. Military power, in developing countries, but also in developed countries, is a contradiction to democracy and economic development. Even though military expenditure may exercise a short term positive influence, in the long run, it represents an economic waste which limits economic development in the poorest zones and favours the emergence of bloody conflicts, and only benefits a few. This is why J.K. Galbraith pleads for disarmament and for a decrease in the military aid in favour of developing countries. J.K. Galbraith has indefatigably exhorted economists to study the real problems of their time, including the question of war and military expenditure.

JEL B300, H560

¹ Jacques.Fontanel@upmf-grenoble.fr

² Fanny.Coulomb@upmf-grenoble.fr

John Kenneth Galbraith est probablement l'économiste le plus connu au monde, pas seulement des spécialistes, mais aussi de tous ceux qui ont cherché à comprendre les interactions entre l'évolution des sociétés et les facteurs économiques. Il a refusé de réfléchir dans le cadre étroit des hypothèses, axiomes ou autres postulats dans lequel s'est trop souvent complue une science économique soucieuse de sa rigueur scientifique. Il a combattu les analyses trop simplificatrices proposant un monde idéal censé générer le développement économique et la paix sur terre. Robert Eisner, ancien Président de l'American Economic Association, à qui je¹ demandais pourquoi John Kenneth Galbraith n'avait toujours pas obtenu le Prix Nobel de notre discipline me répondit en souriant : « Parce qu'il est trop intelligent ». Je lui avais alors fait remarquer que ce n'était pas très charitable pour ces excellents économistes qui l'avaient obtenu. Ma répartie l'avait fait rire et il avait ajouté « Peut-être aussi parce que c'est un esprit libre, vraiment libre... ».

Alors que l'on s'apprêtait à célébrer la fin de l'histoire au début des années 1990, la guerre est restée plus que jamais présente. Elle a pris la forme d'opérations colonialistes-civilisatrices en Irak, de conflits civils et ethniques dans l'ex-Yougoslavie, au Rwanda et au Soudan, ou de guerres terroristes dans les pays développés. Au cours des deux dernières décennies, plusieurs économistes se sont interrogés sur les relations étroites entre la guerre et l'économie. Ils ont notamment été influencés par les analyses pionnières de J.K. Galbraith, lequel est à l'origine de la création de l'association d'E.C.A.A.R. (*Economists allied for arms reduction*). Celle-ci se propose de promouvoir la paix et la lutte contre la pauvreté. Elle compte comme membres plusieurs prix Nobel d'économie, comme Kenneth Arrow, Douglas North, Lawrence Klein ou Franco Modigliani, des économistes renommés comme J.K. Galbraith, J. Galbraith, Michael Intriligator ou Jeffrey Sachs. Ce mouvement en faveur de la paix vise à regrouper les forces de l'ensemble des tendances politiques non xénophobes ou racistes.

Le thème du pouvoir militaire et l'analyse du secteur militaire occupent une place importante dans l'œuvre de Galbraith. Ce domaine est en effet particulièrement illustratif du pouvoir des technostructures et de leur autonomisation, échappant à tout contrôle démocratique. S'appuyant sur la mise en évidence de l'absence de rationalité de la course aux armements (et après

¹ Anecdote racontée par Jacques Fontanel.

1991 du maintien de dépenses militaires élevées dans les pays industrialisés), l'auteur plaide en faveur d'un désarmement et d'une diminution de l'aide militaire en faveur des pays en développement. Son constat reste malgré tout marqué par le pessimisme quant à la capacité des systèmes occidentaux, et particulièrement du système américain, à se réformer.

LA DENONCIATION D'UN MILITARISME EXCESSIF

L'analyse par Galbraith de la technostrucure au sein du système économique capitaliste, poursuivie pendant plus de trente ans, a toujours intégré la question du secteur militaire. L'économiste a dénoncé à maintes reprises l'autonomisation du pouvoir militaire et analysé le rôle économique spécifique des dépenses de défense. Dans son analyse, les excès du militarisme découlent notamment d'une dérive bureaucratique du système économique.

Militarisme, technostrucure et politique du contentement

Dans *The New Industrial State*¹, Galbraith explique que la grande entreprise est obligée d'obtenir le soutien de l'Etat pour assurer la recherche nécessaire à l'innovation technologique. Par ailleurs, sa volonté de contrôler le marché la pousse à élaborer des plans, favorisant ainsi l'essor de la « technostrucure », composée des gestionnaires et techniciens salariés qui détiennent les connaissances, au détriment du pouvoir des entrepreneurs. La technostrucure recherche le maintien de la croissance économique ainsi que la satisfaction des actionnaires, pour assurer sa pérennité. De nombreux avatars découlent de son pouvoir croissant, comme l'autonomisation progressive du pouvoir militaire. Cette idée sera développée à de nombreuses reprises dans ses ouvrages suivant, et notamment dans *Economics and the Public Purpose*². Il y explique que plus que le pouvoir de la bourgeoisie, c'est celui de la technostrucure qui est reflété dans les structures de l'Etat moderne. Il dénonce le poids de « l'establishment militaire », composé des forces armées, de la bureaucratie militaire et des fournisseurs privés, en particulier les industries d'armement,

¹ Galbraith J.K. (1969 [1967]), *The new industrial state*, Penguin Books, Harmondsworth.

² Galbraith J.K. (1974 [1973]), *La science économique et l'intérêt général*, Editions Gallimard, Paris (Titre original : *Economics and the public purpose*, 1973).

dans la détermination du niveau de dépenses militaires et de la politique extérieure. Deux types de bureaucratie sont concernées, l'une privée (les technostructures des industries d'armement) et l'autre publique (le Pentagone). Elles poursuivent des objectifs communs de croissance et d'innovation technique, dans une « symbiose bureaucratique ». Au niveau du secteur militaire, le citoyen n'a pas d'initiative, le pouvoir est entre les mains des industriels et des forces armées¹.

Dans *The Culture of Contentment*², Galbraith consacre deux chapitres entiers au thème de la « collusion avec le pouvoir militaire » de la « communauté contente »³. Il dénonce la tendance du capitalisme américain à s'autodétruire, du fait de l'attachement général au laissez-faire et à la liberté du marché. Les privilégiés agissent en fonction de leur confort et de leur intérêt immédiat, et non d'objectifs de long terme. Ils considèrent alors l'intervention de l'Etat comme un fardeau et sont généralement favorables à une diminution des impôts, malgré le risque d'un impact négatif sur la productivité industrielle du fait de l'augmentation probable du déficit budgétaire et de la hausse des taux d'intérêt à court terme. De même, au niveau de la grande firme, le pouvoir donné aux actionnaires incite à ériger en dogme théologique l'objectif de maximisation du profit, et à négliger le point de vue de la production. La société américaine souffre du « syndrome bureaucratique », en particulier dans la grande organisation, lequel naît avec la « recherche du contentement », avec la volonté de lutter contre les résistances ou les dissidences et d'éviter l'effort mental individuel, en vue de favoriser un climat social harmonieux, grâce à la réduction de la pensée elle-même.

Galbraith faisait remonter l'origine de la « culture du contentement » à la victoire américaine lors de la seconde guerre mondiale. Le statut de grande puissance des Etats-Unis réclamait alors que ce pays engage des sommes importantes dans le secteur militaire. Or, les dérives dont souffre la société américaine contemporaine sont, selon lui, en partie imputables à son militarisme excessif. En contraste, l'Allemagne et le Japon ont mené leur développement d'après-guerre avec une ambition typique des vaincus, développant une culture de la « guerre éco-

¹ Galbraith J.K. (1974 [1973]), *op.cit.*, p 181.

² Galbraith J.K. (1993 [1992]), *La république des satisfaits*, Editions du Seuil, Paris. (Titre original : *The culture of contentment*, 1992).

³ La communauté contente définit la communauté qui tire avantage du système et qui le défend.

nomique », basée sur le choix de la puissance économique comme substitut à la puissance militaire. Cette dernière n'est pas essentielle à un pays pour s'assurer une place élevée dans la hiérarchie des nations. Ce sont au contraire les pays qui ont eu les premiers une perception nette des enjeux de la guerre économique qui sont aujourd'hui les mieux placés dans la concurrence internationale. Au début des années 1990, Galbraith affirmait ainsi la supériorité du capitalisme allemand et japonais¹, qui privilégie la production à la consommation. L'économie américaine risquait de décliner lentement, à moins qu'un ébranlement assez important ne se fasse de l'intérieur, comme une grave récession ou une dépression.

Cette analyse est à replacer dans un large courant d'économistes des années 1980 (parmi lesquels Thuröw² ou Väyrynen³) qui ont témoigné de la supériorité du capitalisme rhénan par rapport au capitalisme anglo-saxon. Tous ces travaux reprenaient des idées précédemment développées par Veblen, même si celui-ci ne retenait pas le militarisme comme une caractéristique essentielle du capitalisme anglo-saxon. Dans sa publication de 1915, *Imperial Germany and the industrial revolution*⁴, Veblen soulignait la tendance des sociétés capitalistes « modernes », de type anglo-saxon, à devenir de plus en plus pacifiques, du fait de la prédominance au sein de ces sociétés des « intérêts commerciaux » sur les « intérêts dynastiques ». En revanche, les sociétés dynastiques (comme au Japon et en Allemagne) restent marquées par des habitudes mentales spécifiques héritées de l'époque féodale, dans laquelle les conflits militaires et les politiques mercantilistes constituent des caractéristiques essentielles à la survie de ces systèmes. A long terme, le modèle dynastique de société devait normalement être appelé normalement⁵ à disparaître et à être remplacé par celui des sociétés modernes.

L'analyse de Galbraith se place ainsi dans le courant institutionnaliste, et elle se distingue par son insistance sur l'impor-

¹ Lequel est fondé sur une organisation économique différente, au niveau de la production et des méthodes productives, ainsi que des rapports de force au sein de l'entreprise (rôle des syndicats, etc.).

² Thuröw L. (1992), *Head to head : the coming economic battle between Japan, Europe and America*, Wm Morrow & Co, New York.

³ Väyrynen R. (1992), *Military industrialization and economic development – Theory and historical case studies*, Genève, UNIDIR, Aldershot, Dartmouth.

⁴ Veblen T. (1964 [1915]), *Imperial Germany and the industrial revolution*, Augustus M. Kelley, New York.

⁵ Cependant, l'analyse de Veblen n'est pas déterministe.

tance du rôle du secteur militaire dans le développement économique capitaliste, spécialement aux Etats-Unis.

L'utilisation de la menace extérieure par l'establishment militaire

Pour Galbraith, la solide position de l'establishment militaire dans la culture du « contentement » a été confortée durant la guerre froide par son image de rempart contre le communisme, lequel était présenté comme une menace directe pour cette culture¹. Soulignant le caractère excessif et infondé (frisant parfois la « paranoïa », comme au temps du MacCarthyisme) de la peur de l'URSS aux Etats-Unis et dans les autres pays industrialisés occidentaux, Galbraith explique que sa manipulation par les membres de l'establishment militaire a permis de maintenir un niveau élevé de dépenses militaires dans ces pays. Une telle situation servait les intérêts d'un grand nombre d'individus membres de la « communauté contente », allant des directeurs et ouvriers de l'armement, aux lobbies de la défense, aux savants et ingénieurs². Dès 1973, dans *Economics and the Public Purpose*³, Galbraith mettait en garde contre l'idée développée par les militaires et les analystes du Pentagone d'une insuffisante préparation militaire, dans le seul but de servir leurs propres intérêts, au détriment du développement économique national. Cette idée sera développée par l'auteur à de nombreuses reprises, notamment dans *The culture of contentment*⁴. Dans cet ouvrage, il explique que l'impossibilité pour tout homme politique américain de défendre une position de « soft on communism », assimilée à l'époque à être « soft on defense », a favorisé l'essor des dépenses militaires. L'establishment militaire a ainsi pu augmenter son pouvoir au cours de la guerre froide et il s'est autonomisé, en échappant à tout contrôle démocratique.

Au cours de la guerre froide, Galbraith a ainsi souvent dénoncé le rôle de l'idéologie dans les orientations américaines en matière de politique extérieure. Les nombreuses expéditions militaires américaines, qui avaient pour objectif affiché de contenir l'expansionnisme soviétique, avaient en réalité comme but principal l'augmentation du pouvoir de l'establishment militaire. Lors de la guerre du Vietnam, Galbraith a ainsi critiqué la transformation d'une guerre civile en un conflit à fort

¹ Galbraith J.K. (1993 [1992]), *La république des satisfaits*, Editions du Seuil, Paris, p.122 (Titre original : *The culture of contentment*, 1992).

² *ibid.*, p.125.

³ Galbraith J.K. (1974 [1973]), *op.cit.*, p.192.

⁴ Galbraith J.K. (1993 [1992]), *op.cit.*, p.124.

contenu idéologique, dont l'issue était présentée comme décisive pour le type de société dominant de l'ensemble de l'humanité¹. Les multiples opérations militaires extérieures des Etats-Unis au cours des années 1980 (Liban, Libye, Grenade, Afghanistan ou Angola) ont servi d'abord et avant tout à justifier l'importance et le pouvoir de l'establishment militaire². De même, l'augmentation des dépenses d'armement au cours des années 1980, avec l'administration Reagan, ne répondait à aucun motif rationnel, comme l'émergence de nouvelles menaces militaires, mais plutôt aux peurs de « l'électorat satisfait », « solidement installé au pouvoir »³, lesquelles servaient les intérêts des l'establishment militaire. Le recours à la course aux armements a conduit l'Union soviétique à la faillite, mais l'objectif d'alors était plus de satisfaire les besoins du secteur militaire que de remporter une victoire inespérée « sur le tapis vert ».

La politique extérieure n'est ainsi qu'un instrument de soutien au service de la bureaucratie, et notamment des carrières au sein des ministères. La suppression du service militaire obligatoire en 1973 aux Etats-Unis a été le résultat spectaculaire de la réticence croissante de la classe moyenne, marquée par la « culture du contentement », à accepter des pertes humaines au combat, comme cela avait été le cas lors de la guerre du Vietnam⁴. Elle n'a cependant pas contrarié les intérêts de l'establishment militaire qui puise depuis ses recrues dans les classes plus défavorisées.

L'autonomie du pouvoir militaire et l'absence de contrôle démocratique

Galbraith a dénoncé le pouvoir autonome du complexe militaro-industriel et le fait que le pouvoir militaire tende à échapper à tout contrôle démocratique. Alors que la théorie économique traditionnelle enseigne que les entreprises sont au service du consommateur (faisant largement l'impasse sur les situations de monopole avec surprofit ou d'inefficience bureaucratique au sein des organisations), Galbraith considère qu'en fait c'est le consommateur qui est au service de l'entreprise. Par l'intermédiaire du marketing et de la publicité, les

¹ Reisman D.A. (2001), Social capital and political economy: Galbraith on states and groups, in Keaney M. (ed.), *Economist with a public purpose; essays in honour of J.K. Galbraith*, Routledge, London & New York, 51-66, p.62.

² Galbraith (1993 [1992]), *op.cit.*, p.137.

³ *ibid.*, p.125.

⁴ *ibid.*, p.127.

besoins du consommateur sont modelés de façon à servir les objectifs et les intérêts financiers des industriels¹. L'étude de la réalité de l'entreprise doit, selon Galbraith, prendre en compte le fait que les membres de l'organisation peuvent privilégier la stabilité et le confort bureaucratique à l'objectif de maximisation du profit. Au niveau du secteur militaire, le pouvoir interne de « l'establishment » est particulièrement important². En effet, ce secteur échappe à la contrainte du choix des consommateurs multiples et de la demande effective, car c'est l'establishment militaire lui-même qui décide de ce qu'il faut entretenir et produire au niveau des forces et installations, ainsi que des productions d'armement. Au fond, les industries militaires sont à la fois les prescripteurs et les producteurs. Cette idée a été entre autres développée dans *Economics and the public purpose*³ et dans *The Culture of contentment*⁴. Galbraith y explique l'étroitesse des liaisons entre le secteur militaire et le pouvoir politique, notamment les liens entre les membres du Congrès et ces firmes de l'armement. Ces dernières ont une place importante dans le financement des campagnes électorales ; en outre, elles jouent dans certaines régions un rôle clé au niveau de l'emploi. La recherche constante de l'innovation technologique, justifiée aux yeux du public durant la guerre froide par la prétendue nécessité de ne pas se laisser distancer technologiquement par les soviétiques dans le cadre de la course aux armements, aboutit à un renouvellement incessant de la demande aux industries d'armement. Pour l'auteur, l'innovation en matière militaire est un « stratagème par lequel les technostuctures des industries intéressées créent la demande à laquelle répond leur production »⁵.

Le fait que la fin de la guerre froide n'ait pas été accompagnée d'un désarmement significatif est un témoignage de l'autonomie du pouvoir militaire. Les exportations d'armement et le développement des technologies militaires continueront d'être largement financés⁶.

¹ *ibid.*, p.132.

² *ibid.*, p.133

³ Galbraith J.K. (1974 [1973]), *op. cit.*, p.179. Galbraith explique que les décisions en matière de production d'armement sont prises par les firmes productrices et le service des Armées, et que le Président qui ratifie les mesures est prisonnier de la bureaucratie militaire, laquelle est relayée au Congrès par les Commissions des Forces armées.

⁴ Galbraith (1993 [1992]), *op. cit.*, p.134.

⁵ Galbraith (1974 [1973]), *op. cit.*, p.193.

⁶ Galbraith (1993 [1992]), *op. cit.*, p.139.

L'effet stabilisateur des dépenses militaires dans le système capitaliste

La théorie de Galbraith sur le rôle des dépenses militaires dans le mode de production capitaliste est profondément originale, même si elle prend racine dans une synthèse orientée de la théorie keynésienne et de la théorie marxiste.

Keynes lui-même avait montré que les dépenses militaires pouvaient servir d'instrument de relance économique, à l'instar de toute dépense publique¹, idée qui avait été critiquée par la suite par Robinson², laquelle considérait que Keynes n'avait pas suffisamment pris en compte la question de l'utilité relative des différentes dépenses publiques. En prolongement du keynésianisme militaire, Galbraith a reconnu que le budget de défense élevé sous Reagan avait été un facteur de maintien de la croissance économique, et avait compensé les effets récessifs des diminutions d'impôts³. Son originalité par rapport à l'analyse keynésienne a été de montrer que les dépenses de défense étaient très spécifiques, dans le sens où elles exerçaient un effet d'inertie important dans les économies capitalistes : moins flexibles à la baisse que d'autres dépenses publiques en temps de restrictions budgétaires, elles sont aussi moins flexibles à la hausse en temps de croissance et de « surchauffe », les dépenses militaires augmentant alors moins vite que d'autres dépenses publiques ou privées. Par contre, en situation de récession, compte tenu des effets d'inertie inhérents au secteur de la défense (les programmes sont pluriannuels et les dépenses de personnel, très peu flexibles, sont considérables), les dépenses militaires exercent un effet stabilisateur. Les dépenses de défense étaient donc présentées comme un élément important pour la stabilité des systèmes économiques capitalistes, et principalement de l'économie américaine. Cette analyse a été confortée par les résultats d'analyses économétriques⁴.

La théorie de Galbraith est aussi à rapprocher de la théorie marxiste des dépenses militaires, laquelle est notamment symbolisée par les travaux de Baran et Sweezy aux Etats-Unis dans les années 1960. Selon ces deux auteurs, dans une analyse dé-

¹ Coulomb F. (2004), *Economic theories of peace and war*, Routledge, New York, p.166.

² Robinson J, Eastwell J. (1976 [1973]), *L'économie moderne*, Eastwell, pp.368-369 (Titre original : *An introduction to modern economics*, 1973).

³ Galbraith J.K. (1995 [1994]), *Voyage dans le temps économique*, Le Seuil, Paris, p.264 (Titre original : *A journey through economic time. A firsthand view*, 1994).

⁴ Fontanel J. (1995), *Les dépenses militaires et le désarmement*, Publisud, Paris, p.58.

sormais célèbre sur le « capitalisme monopoliste »¹, les dépenses de défense servent à absorber le surplus économique que le capitalisme monopoliste secrète ; la course aux armements est alors conforme à la logique du capitalisme qui cherche, par les dépenses improductives, à maintenir un rapport constant entre la production et la demande solvable. Le surplus peut être absorbé par la consommation des capitalistes, par le gaspillage, par les dépenses gouvernementales civiles, mais les dépenses militaires sont plus efficaces dans ce rôle. En effet, elles sont conformes au capitalisme en ne redistribuant pas de revenus à ceux dont la productivité est faible, tout en stimulant les valeurs collectives. Le désarmement n'est pas compatible avec le capitalisme qui développe constamment des tensions internationales s'exprimant dans les conflits armés ou l'accroissement du gaspillage que constituent les dépenses d'armement. L'originalité de la théorie de Galbraith par rapport à ce type d'analyse a été de se détacher de la seule analyse des dépenses militaires par rapport au schéma de production marxiste et à la loi de baisse tendancielle du taux de profit et de mettre l'accent sur le rôle des institutions et sur l'autonomisation de la bureaucratie militaire (publique et privée), laquelle répond à la logique propre des intérêts des individus qui la composent. Les « superstructures » sont autonomisées par rapport à la lutte des classes.

LA REFLEXION SUR LES IMPLICATIONS ECONOMIQUES ET POLITIQUES D'UN DESARMEMENT

Fondateur de l'association E.C.A.A.R., J.K. Galbraith a plaidé dans de nombreux ouvrages pour une prise de conscience des risques économiques et politiques induits par une militarisation excessive au niveau mondial. Juge de son époque, il a souligné le rôle central de la guerre et de sa menace au sein du système américain, mais aussi le gaspillage constitué par les dépenses militaires, lesquelles sont un frein important au développement économique dans les zones les plus pauvres, tout en favorisant l'émergence de conflits meurtriers.

La paix impossible ?

¹ Paul Baran et Paul Sweezy (1968 [1966]), *Le capitalisme monopoliste*, Maspéro, Paris.

Galbraith¹ a expliqué que la place centrale du secteur militaire aux Etats-Unis remontait aux origines de l'Etat américain mis en place par les marchands, lesquels appliquaient une politique mercantiliste sur les marchés extérieurs (suivant les règles définies par Hamilton), en dépit de leur attachement à la philosophie libérale de Jefferson. Le développement du secteur militaire leur a aussi servi pour maintenir leur pouvoir économique et politique sur la scène interne. Le système fondé sur la guerre et la recherche de la puissance a démontré son efficacité depuis les débuts de l'histoire. Cette réflexion est à relier avec une étude² préfacée par lui et parue en 1967 portant sur la question de l'utilité des guerres et sur la possibilité d'une démilitarisation de la société américaine. Il s'agissait d'un rapport secret rédigé par un groupe d'économistes et dirigé par un certain H. McLandress, pseudonyme qui sera attribué plus tard à Galbraith³, sur la question de l'utilité des guerres. Son projet était de déterminer quelles pourraient être les implications de l'instauration d'une paix internationale durable sur la société américaine, celle-ci étant organisée autour de la préparation à une guerre imminente. L'hypothèse est faite que le monde n'est pas prêt à faire face aux conséquences économiques bien sûr, mais aussi politiques, sociologiques, culturelles et écologiques d'un désarmement à grande échelle. Les auteurs s'interrogent alors sur les véritables fonctions de la guerre (ou de sa préparation) dans les sociétés modernes, en dehors de son utilité apparente, comme la stabilité sociale ou la promotion des intérêts nationaux⁴. L'abolition de la guerre est-elle souhaitable du point de vue de la stabilité sociale ?

Selon le rapport, les effets économiques d'un désarmement sont difficiles à estimer et la méthode des tests de divers scénarios de désarmement n'est pas valable. En effet, elle ne tient pas compte des fonctions non militaires de la guerre dans les sociétés modernes. Le malentendu fondamental réside dans l'idée selon laquelle la guerre serait le prolongement de la diplomatie, qu'elle serait subordonnée au système social qu'elle

¹ Galbraith J.K. (1989 [1987]), *L'économie en perspective, une histoire critique*, Le Seuil, Paris, p.49 (Titre original : *A history of economics*, H. Hamilton, London, 1987).

² Anonyme (1984 [1967]), *La paix indésirable, rapport sur l'utilité des guerres*, préface de J.K. Galbraith, Calmann Levy, Paris (titre original : *Report from the iron mountain on the possibility and desirability of peace*, 1967).

³ En réalité, selon James K. Galbraith, son fils, ce texte n'avait pas été écrit par son père, mais celui-ci en avait seulement corrigé les épreuves et accepté le contenu.

⁴ Anonyme (1984 [1967], *op. cit.*, pp.51-55.

est censée défendre. Cependant, la transition de l'économie vers la paix ne pourra pas seulement résulter de nouvelles procédures et organisations. La guerre est de fait un système social de base à l'intérieur duquel des modes secondaires d'organisation se trouvent en conflit ou en accord. La guerre a toujours eu de multiples fonctions non militaires¹, notamment économiques (elle est un facteur « d'inertie » dans la marche vers le progrès et elle stabilise les stocks en excédent), politiques (les relations internationales servent à détourner l'attention du public des problèmes sociaux internes, réduisant ainsi la tendance à la désintégration de la société), sociologiques (la guerre et les institutions militaires servent à canaliser les éléments antisociaux au sein des structures sociales, elles constituent des soupapes de sécurité contre des mouvements d'éclatement de la société), culturelles et scientifiques (elles imposent des idéaux et elles donnent à la science le pouvoir de résoudre tous les problèmes), etc.

Quelles institutions (ou formes de dépenses) de remplacement au secteur militaire pourraient alors être envisagées ? Selon les auteurs du rapport, le système fondé sur la guerre ne peut pas disparaître sans faire subir à la société américaine des dommages irrémédiables, à moins que des substituts aux fonctions de la guerre ne soient mis en place. Ceux-ci doivent remplir quatre critères principaux : ils doivent :

- Témoigner d'une capacité certaine au gaspillage des ressources,
- S'exercer à l'intérieur du système normal de l'offre et de la demande²,
- Constituer un instrument de régulation des dépressions cycliques,
- Sensibiliser suffisamment les citoyens et consommateurs du bien-fondé de leur mise en place pour que les contestations demeurent minoritaires.

Les programmes sociaux (santé, éducation, logement ou transports) ne sont que des substituts imparfaits à la guerre, de même que la recherche spatiale. Pour être efficace, un substitut politique à la guerre suppose des ennemis de remplacement. Les propositions en faveur d'une transformation de la production de guerre en projets de travaux publics de bienfaisance expriment plus des vœux pieux qu'une compréhension réaliste des limites du système économique actuel.

¹ *ibid.*, p.104.

² *ibid.*, p.151.

La méthodologie et les arguments employés dans ce rapport ont des liens de parenté à la fois avec Keynes et avec la théorie marxiste. A mi-chemin entre économie, politique et sociologie, le rapport présente les dépenses militaires comme l'un des piliers sur lesquels repose l'ensemble du système capitaliste contemporain. Cette théorie économique, mais aussi politique et sociologique, fait aussi parfois chemin commun avec le « néo-mercantilisme ».

La thèse développée dans ce rapport peut être appliquée aujourd'hui, au moins en partie, à la boulimie militaire actuelle des Etats-Unis face à des menaces extérieures qui ne sont pas très évidentes. On peut même considérer que le gouvernement américain crée les conditions des conflits en accroissant de manière substantielle ses dépenses militaires, dans un univers international plus porté vers le développement économique par le marché.

Le gaspillage des dépenses militaires

Durant la guerre froide, Galbraith a dénoncé à maintes reprises le gaspillage que représentait la course aux armements entre les deux blocs. Dans un discours à La Hague en 1992¹, il souligna une nouvelle fois la croissance exponentielle des dépenses militaires depuis la fin de la guerre froide, et notamment le fait qu'entre 1960 et 1990, les dépenses militaires en dollars constants avaient quintuplé, alors que le PNB avait moins que doublé. Galbraith a par ailleurs souvent regretté que la production militaire échappe généralement à toute analyse économique, alors même qu'elle représente une partie importante et socialement critique de toute la production. La question de l'allocation des ressources en faveur des objectifs militaires est restée trop peu étudiée par les économistes, particulièrement aux Etats-Unis. Or la mise en avant des exigences supérieures de la défense et du militaire a permis lors de la guerre froide de justifier un niveau élevé de dépenses militaires au détriment de la lutte contre la pauvreté². La

¹ International Conference of the Dutch Flemish Economists for Peace, La Hague, Holland, Mai 1992. Discours traduit et publié par Jacques Fontanel : Galbraith, J.K. (1993), *Le pouvoir économique autonome*, in Fontanel J. (ed.), *Economistes de la paix* (avec J. Tinbergen, L. Klein, J.K. Galbraith, W. Isard, S. Menshikov, K. Hartley, R. Schwartz, M. Chatterji, R. Smith), Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, pp.23-28, p.26.

² Et notamment lors de la guerre du Vietnam. Galbraith J.K. (1995 [1994]), *Voyage dans le temps économique*, Le Seuil, Paris, p.212 (Titre original : *A journey through economic time. A firsthand view*, 1994).

répartition entre les besoins militaires et civils reflète un échec du processus démocratique aux Etats-Unis¹.

L'effondrement de l'URSS au début des années 1990 avait fait naître de grands espoirs quand aux perspectives d'un désarmement mondial, alors que certains envisageaient une transition vers un monde interdépendant multipolaire. L'idée selon laquelle la sécurité devait être assurée avec un minimum d'armes, sur la base de l'équilibre de la menace, commençait à ne plus être jugée subversive. L'élimination complète de la force nucléaire n'était certes pas encore d'actualité, mais elle constituait, à plus long terme, un objectif essentiel de l'humanité. En 1999, Galbraith rappelait que l'existence des armes nucléaires permettait de limiter le risque de guerre, et que les Etats-Unis étaient particulièrement vulnérables à l'usage d'une arme atomique, du fait entre autres de la concentration des activités économiques et financières dans certaines zones, comme à New York². Les procédures de désarmement engagées par les grandes puissances semblent avoir en partie répondu à des considérations économiques, les Etats-Unis se retrouvant affaiblis sur la scène économique face à la Communauté Economique Européenne et à l'Asie du Sud-Est, ses amis stratégiques mais aussi rivaux commerciaux, et les pays de l'ex-URSS étaient confrontés à une crise politique, économique et sociale sans précédent. Dès les débuts des réformes dans ces pays, Galbraith a d'ailleurs critiqué les choix politiques qui étaient faits, lesquels ne reposaient pas sur une réflexion sérieuse sur l'essor de la demande et des libertés réelles. « Nous ne pouvons pas être satisfaits du soutien et des orientations économiques que nous avons donnés à ce changement ».³ L'un des dangers était selon lui que la démocratie soit identifiée dans ces pays à la pénurie et aux difficultés économiques ; elle ne saurait d'ailleurs constituer une solution à elle seule. Il reprendra cette idée plusieurs années plus tard⁴. Selon lui, la démocratie n'est pas la condition nécessaire et suffisante pour le développement économique. Celui-ci ne pourra avoir lieu que si les équipes politiques au pouvoir sont compétentes, honnêtes et soucieuses de l'intérêt général.

¹ Galbraith J.K. (1997 [1996]), *Pour une société meilleure. Un programme pour l'humanité*, Le Seuil, Paris, p.113 (Titre original : *The good society: the humane agenda*, 1996).

² Galbraith J.K. (1999), *Challenges of the new millenium, Talks with Asimina Caminis*, Finance and Development, WMF, December.

³ Galbraith J.K. (1993), *op. cit.*, p.28.

⁴ Galbraith J.K. (1999), *op. cit.*

En 1993, Galbraith restait sceptique sur la possibilité d'un désarmement mondial rapide et déplorait que la fin de la guerre froide n'ait pas donné lieu à un désarmement significatif¹. Six ans plus tard, il se montrait plus optimiste quant à la possibilité que l'internationalisation des économies limite les possibilités de nouvelles guerres. Il estimait ainsi la situation très différente de celle qui avait prévalu en Europe à la veille de la première guerre mondiale, quand les industries lourdes étaient les alliés militaires des gouvernements et favorisaient le nationalisme². Cette réflexion était antérieure aux attentats du 11 septembre 2001 et aux conflits en Afghanistan et en Irak. Elle reprenait largement les arguments développées à l'origine de l'économie politique par les physiocrates français et les classiques britanniques, quant à la pacification des relations internationales par le développement des échanges internationaux et donc des interdépendances économiques mondiales³.

Galbraith a toujours défendu l'idée du désarmement au niveau mondial. S'il a souligné dans ses écrits des années 1960 et 1970 que le secteur militaire exerçait des effets économiques contradictoires, en représentant tout à la fois un gaspillage et un élément stabilisateur, il n'a pas reconnu la possibilité de retombées positives des technologies militaires sur le secteur civil. Or aujourd'hui les Etats-Unis sont en situation de force en matière de recherche et de potentiel technologique. Ils représentent une grande puissance mondiale, qui allie une puissance militaire sans rivale, un développement technologique très avancé, une force diplomatique et culturelle, un contrôle des organisations internationales et une volonté de domination et de prosélytisme. S'ils se présentent encore comme les défenseurs d'un libre-échange économique impartial, la politique économique américaine est plus que jamais marquée par des considérations géoéconomiques. Les dépenses militaires témoignent de l'importance accordée au soutien à la « société de contentement » dans un monde encore frappé par les fléaux ancestraux que sont la misère, l'absence de liberté et la violence.

Le pouvoir militaire contre le développement économique

¹ Galbraith J.K. (1993), *op. cit.*, p.25.

² Galbraith J.K. (1999), *op. cit.*

³ Cf. Galbraith J.K. (1997 [1996]), p.125.

J.K. Galbraith s'est inlassablement élevé contre le gaspillage que représentaient les dépenses militaires dans les pays en développement. Le système capitaliste facilite l'émergence d'un pouvoir militaire indépendant dans les pays industrialisés, mais son coût en termes humains n'est finalement que peu de chose comparé à celui du pouvoir militaire dans les pays les plus pauvres. Selon lui, ce pouvoir empêche une utilisation correcte des ressources rares et la mise en place d'un gouvernement efficace et bienveillant¹. Il conduit nécessairement à la privation et aux freins économiques. Les exigences de ressources du secteur militaire, garant de la sécurité nationale, constitue « le plus grand scandale et la plus grande tragédie de notre époque »². Si quelques pays échappent partiellement à cette logique, partout ailleurs en Asie, en Afrique en Amérique latine le pouvoir militaire exerce une influence excessive sur le gouvernement, lorsqu'il n'est pas lui-même le gouvernement. Il en tire des avantages importants en termes de ressources, ce qui vient largement amputer la satisfaction des besoins sociaux et des ressources nécessaires au développement économique.

La question du commerce des armes est demeurée cependant largement ignorée des économistes, comme si ce domaine, pourtant essentiel dans la vie quotidienne de milliards de personnes, n'existait pas. Or les achats d'armement par les pays en développement entraînent un transfert de ressources vers les pays développés exportateurs d'armes, fragilisant encore des économies souvent exsangues. La vente d'armes aux pays pauvres se présente comme un marché dans les pays industrialisés, sans prise en compte du fait que celle-ci limite la satisfaction des besoins essentiels de survie, tout en favorisant des conflits générateurs de massacres humains.

Galbraith a également dénoncé l'aide militaire accordée aux pays en développement, laquelle a toujours largement excédé l'aide civile dans les domaines de la santé ou de l'éducation³. Selon lui, le rôle de l'éducation (dont la gratuité doit être un objectif essentiel des sociétés démocratiques) dans le processus de développement économique n'a pas été suffisamment souligné. « Dans ce monde, il n'y a pas de peuples lettrés qui soient pauvres, et aucun peuple illettré qui ne soit autre chose que pauvre »⁴. Il est vrai que l'antagonisme systémique de la

¹ Galbraith J.K. (1993), *op. cit.*, p.27.

² *ibid.*, p.25.

³ Galbraith J.K. (1995 [1994]), *Voyage dans le temps économique*, Le Seuil, Paris (Titre original : *A journey through economic time. A firsthand view*, 1994), p.269.

⁴ Galbraith J.K. (1993), *op. cit.*, p. 27.

guerre froide a renforcé l'intérêt de l'aide militaire, au détriment de l'aide civile.

Galbraith a également eu l'occasion de rappeler que les stratégies de conflits indirects menées par les pays industrialisés lors de la guerre froide avaient conduit à minimiser les pertes humaines dans ces pays, tout en générant des dizaines de milliers de victimes civiles et militaires dans les pays en développement¹, comme au Vietnam ou en Afghanistan. En outre, en détruisant le potentiel de développement économique, les conflits entraînent des dévastations économiques responsables de millions de morts. Quant à la question des conflits contemporains, Galbraith s'est prononcé en 1994 en faveur du droit d'ingérence en cas de massacres intérieurs, comme en Somalie ou dans les Balkans, dans le cadre des Nations Unies². Il a en revanche relativisé l'efficacité de l'arme économique, et notamment des sanctions économiques internationales, lesquelles ne font qu'entraîner un transfert de ressources au sein de l'économie cible et un sacrifice accru des populations civiles, sans atteindre leur objectif politique ou militaire³.

J.K. Galbraith a souvent déploré que l'analyse économique se limite à l'étude des conditions de la production et de la demande dans des économies très riches où les besoins fondamentaux sont déjà satisfaits, tout en faisant l'impasse sur les problèmes persistants de la misère, de la pauvreté, des inégalités et de la violence qui en résulte. Pourtant, en 1953, Eisenhower affirmait déjà que « chaque fusil qui est fabriqué, chaque bateau de guerre lancé, chaque fusée qui éclate, signifient dans leur sens final un vol pour ceux qui ont faim et qui n'ont rien pour se nourrir, pour ceux qui ont froid et n'ont rien pour se vêtir. Le monde en armes ne dépense pas seulement de l'argent. Il dépense aussi la sueur des travailleurs, le génie de ses scientifiques et les espoirs de ses enfants ». Dans la même perspective, J.K. Galbraith a inlassablement exhorté les économistes à s'intéresser aux véritables problèmes de leur époque.

J.K. Galbraith a donc logiquement été conduit à réfléchir aux conditions de la guerre et de la paix et a développé à ce propos une analyse hétérodoxe, qui recoupe au moins trois points principaux :

¹ *ibid.*, pp. 26-27.

² Galbraith J.K. (1995 [1994]), *op. cit.*, p.270.

³ *ibid.*, p.155.

– La guerre ou sa menace permettent de contrôler les tendances conflictuelles des sociétés inégalitaires.

– Le pouvoir militaire a tendance, dans les pays en développement mais aussi dans les pays développés, à s'opposer à la fois à la démocratie et au développement économique. Son autonomisation résulte du pouvoir croissant de la technostruc-ture au sein des pays industrialisés, et notamment aux Etats-Unis.

– Les dépenses militaires exercent une influence positive à court terme sur la croissance économique des pays développés. Cependant, à long terme, il s'agit, au niveau mondial, d'une déperdition d'énergie et surtout d'un gaspillage du travail des hommes, au bénéfice exclusif de quelques-uns.

L'analyse de la paix et de la guerre de Galbraith est restée homogène dans tous ses écrits. S'il reconnaît volontiers l'inté-rêt pour une puissance dominante de se servir de la force mili-taire pour dissuader des ennemis éventuels, donner à la société américaine un ciment social que les valeurs de l'individualisme ne fournissent pas toujours et accorder des privilèges de vie dans une société de « contentement » à quelques personnes, il condamne sans ambiguïté à la fois le caractère non-optimal au niveau mondial des dépenses d'armement et l'incapacité des sociétés modernes à abandonner les formes barbares de l'expression des conflits que représentent les guerres ou l'op-pression interne des citoyens par des armées, à la fois instru-ments du pouvoir et pouvoir elle-même.